Gouvernement du Canada Government of Canada

Ministère des Finances Canada

Canada

La revue financière
Publication du ministère des Finances

La revue financière fournit un aperçu des résultats financiers mensuels et cumulatifs du gouvernement du Canada. Cette publication est préparée conformément aux conventions comptables utilisées dans les états financiers annuels vérifiés du gouvernement du Canada. Les résultats financiers sommaires qui sont présentés dans *La revue financière* sont fondés sur les opérations financières inscrites aux comptes du Canada que tient le receveur général du Canada.

Faits saillants

Février 2016 : excédent budgétaire de 3,2 milliards de dollars

Le mois de février 2016 s'est soldé par un excédent budgétaire de 3,2 milliards de dollars, en baisse par rapport à l'excédent de 1,4 milliard enregistré en février 2015. Les revenus ont augmenté de 7 millions. Les charges de programmes ont augmenté de 1,6 milliard (7,7 %), en raison de l'augmentation des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard (6,8 %), principalement en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

D'avril 2015 à février 2016 : excédent budgétaire de 7,5 milliards de dollars

Pour la période d'avril à février de l'exercice 2015-2016, le gouvernement a affiché un excédent budgétaire de 7,5 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 5,9 milliards pour la même période de l'exercice 2014-2015. Les revenus ont augmenté de 15,6 milliards (6,2 %), en raison de la croissance de toutes les sources de revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 15,3 milliards (7,0 %), sous l'effet de la croissance des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 1,2 milliard (5,0 %), en raison surtout de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Février 2016

Le mois de février 2016 s'est soldé par un excédent budgétaire de 3,2 milliards de dollars, en baisse par rapport à l'excédent de 1,4 milliard enregistré en février 2015.

Les revenus ont totalisé 26,6 milliards de dollars en février 2016, en hausse de 7 millions par rapport à février 2015.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 0,6 milliard de dollars (5,7 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (3,6 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont diminué de 0,1 milliard de dollars (26,9 %).
- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (14,3 %). Les revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS) ont augmenté de 0,4 milliard, les taxes sur l'énergie ont diminué de 6 millions, les droits de douane à l'importation ont augmenté de 0,1 milliard, et les autres taxes et droits d'accise ont augmenté de 46 millions.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 20 millions de dollars (0,7 %).
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des

investissements, les revenus nets sur les opérations de change et les revenus divers, ont augmenté de 46 millions de dollars (2,2 %).

Les charges de programmes ont totalisé 21,8 milliards de dollars en février 2016, en hausse de 1,6 milliard (7,7 %) par rapport à février 2015.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont progressé de 0,8 milliard de dollars (11,9 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,1 milliard (3,7 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,2 milliard (10,7 %). Les prestations pour enfants, qui comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE), ont augmenté de 0,4 milliard (43,0 %), en raison surtout de la hausse des prestations découlant de la bonification et de l'élargissement de la PUGE en 2015.
- Les principaux transferts aux autres administrations englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux autres programmes sociaux (principalement le Transfert canadien en matière de santé [TCS] et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux [TCPS]), les paiements en vertu d'accords fiscaux et d'autres transferts (péréquation, transferts aux territoires et un certain nombre de transferts plus modestes), les transferts aux provinces pour le compte des villes et des collectivités du Canada et l'abattement d'impôt du Québec. Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (9,4 %), sous l'effet des augmentations prévues dans la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires, de même que d'un paiement de stabilisation fiscale à l'Alberta.
- Les charges de programmes directes se composent des paiements de transfert aux particuliers et aux organisations qui ne sont pas constatés dans les principaux transferts aux particuliers ou les principaux transferts aux autres administrations, ainsi que des autres charges de programmes directes, qui comprennent les charges de fonctionnement de la Défense nationale et des autres ministères et organismes, de même que les charges des sociétés d'État. Les charges de programmes directes ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (3,5 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
  - Les paiements de transfert ont diminué de 0,2 milliard de dollars (6,7 %).
  - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (7,8 %).

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard de dollars (6,8 %), principalement en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

D'avril 2015 à février 2016

La période d'avril à février de l'exercice 2015-2016 s'est soldée par un excédent budgétaire de 7,5 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 5,9 milliards pour la même période de 2014-2015.

Les revenus ont progressé de 15,6 milliards de dollars (6,2 %) pour s'établir à 265,5 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 5,5 milliards de dollars (4,5 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 4,6 milliards de dollars (13,8 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (3,0 %).
- Les taxes et droits d'accise ont rapporté 3,4 milliards de dollars (7,7 %) de plus. Les revenus tirés de la TPS ont augmenté de 2,3 milliards (7,9 %), les taxes sur l'énergie, de 0,1 milliard, les droits de douane à l'importation, de 0,7 milliard, et les autres taxes et droits d'accise, de 0,2 milliard.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (2,9 %), en raison de la croissance de la rémunération.

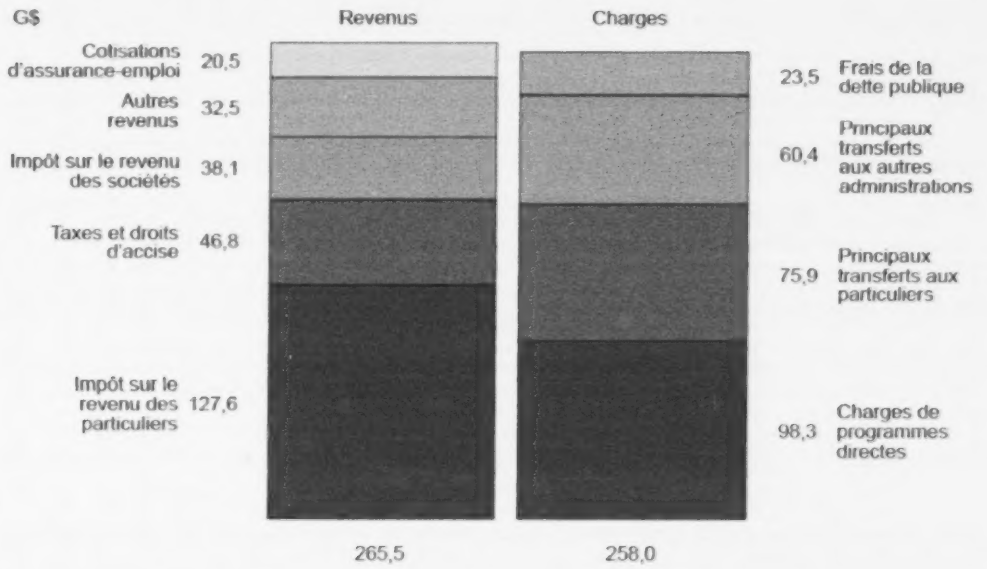
- Les autres revenus ont augmenté de 1,3 milliard de dollars (5,2 %).

Les charges de programmes ont augmenté de 15,3 milliards de dollars (7,0 %) pour s'établir à 234,5 milliards.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 7,8 milliards de dollars (11,4 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 1,6 milliard (4,0 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 1,6 milliard (9,8 %), et les prestations pour enfants ont augmenté de 4,5 milliards (38,3 %), principalement en raison de la hausse des prestations découlant de la bonification et de l'élargissement de la PUGE.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 2,9 milliards de dollars (5,0 %), principalement sous l'effet des hausses prévues dans la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 4,6 milliards de dollars (4,9 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
  - Les paiements de transfert ont diminué de 0,4 milliard de dollars (1,4 %).
  - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 5,0 milliards de dollars (7,7 %), en grande partie en raison de la hausse des charges des sociétés d'État et de l'augmentation des coûts liés aux régimes de retraite et aux autres avantages futurs des employés en fonction des évaluations actuarielles les plus récentes du gouvernement.

Les frais de la dette publique ont diminué de 1,2 milliard de dollars (5,0 %), en raison surtout de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Revenus et charges (d'avril 2015 à février 2016)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 14,1 milliards de dollars d'avril 2015 à février 2016

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges, engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées ou les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, y compris le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu de l'excédent budgétaire de 7,5 milliards de dollars et des besoins financiers de 21,6 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril 2015 à février 2016 s'est soldée par des besoins financiers de 14,1 milliards, comparativement à des besoins financiers de 3,8 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en hausse de 29,0 milliards de dollars

Le gouvernement a couvert ses besoins financiers de 14,1 milliards de dollars et accru ses soldes de trésorerie de 14,9 milliards en augmentant la dette non échue de 29,0 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables et de bons du Trésor.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin de février 2016, les soldes de trésorerie s'élevaient à 42,8 milliards de dollars, en hausse de 14,4 milliards par rapport à la fin de février 2015.

Tableau 1
État sommaire des opérations
M$

	Février		Avril à février	
	2015	**2016**	**2014-2015**	**2015-2016**
Opérations budgétaires				
Revenus	26 641	26 648	249 923	265 486
Charges				
Charges de programmes	-20 213	-21 764	-219 272	-234 529
Frais de la dette publique	-1 801	-1 679	-24 715	-23 484
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	4 627	3 205	5 936	7 473
Opérations non budgétaires	-2 352	-83	-9 734	-21 622
Ressources ou besoins financiers	2 275	3 122	-3 798	-14 149
Variation nette dans les activités de financement	-10 652	-10 433	6 116	29 033
Variation nette dans l'encaisse	-8 377	-7 311	2 318	14 884
Encaisse à la fin de la période			28 391	42 835

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2
Revenus

	Février			Avril à février		
	2015 (M$)	2016 (M$)	Variation (%)	2014-2015 (M$)	2015-2016 (M$)	Variation (%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	11 392	10 744	-5,7	122 051	127 587	4,5
Impôt sur le revenu des sociétés	6 533	6 769	3,6	33 482	38 099	13,8
Impôt sur le revenu des non-résidents	499	365	-26,9	5 712	5 883	3,0
Total des impôts sur le revenu	18 424	17 878	-3,0	161 245	171 569	6,4
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 169	2 556	17,8	28 912	31 210	7,9
Taxes sur l'énergie	461	455	-1,3	5 071	5 211	2,8
Droits de douane à l'importation	391	451	15,3	4 165	4 899	17,6
Autres taxes et droits d'accise	381	427	12,1	5 316	5 500	3,5
Total des taxes et droits d'accise	3 402	3 889	14,3	43 464	46 820	7,7
Total des revenus fiscaux	21 826	21 767	-0,3	204 709	218 389	6,7
Cotisations d'assurance-emploi	2 714	2 734	0,7	19 935	20 506	2,9
Autres revenus	2 101	2 147	2,2	25 279	26 591	5,2
Total des revenus	26 641	26 648	0,0	249 923	265 486	6,2

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges

	Février			Avril à février		
	2015 (M$)	2016 (M$)	Variation (%)	2014-2015 (M$)	2015-2016 (M$)	Variation (%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations pour les aînés	3 745	3 885	3,7	39 977	41 592	4,0
Prestations d'assurance-emploi	1 690	1 870	10,7	16 255	17 850	9,8
Prestations pour enfants	1 044	1 493	43,0	11 864	16 407	38,3
Total	6 479	7 248	11,9	68 096	75 849	11,4
Principaux transferts aux autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	2 676	2 836	6,0	29 438	31 189	5,9
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 048	1 080	3,1	11 533	11 879	3,0
Total	3 724	3 916	5,2	40 971	43 068	5,1
Accords fiscaux et autres transferts[1]	1 625	1 939	19,3	18 702	19 500	4,3
Villes et collectivités du Canada	27	27	0,0	1 958	1 937	-1,1
Abattement d'impôt du Québec	-340	-371	9,1	-4 098	-4 081	-0,4
Total	5 036	5 511	9,4	57 533	60 424	5,0
Charges de programmes directes						
Paiements de transfert						
Affaires autochtones et Développement du Nord	526	370	-29,7	5 492	6 292	14,6

Agriculture et Agroalimentaire	108	57	-47,2	873	1 019	16,7
Emploi et Développement social	410	469	14,4	5 168	5 328	3,1
Affaires étrangères, Commerce et Développement	427	429	0,5	2 393	2 831	18,3
Santé	100	99	-1,0	2 630	2 652	0,8
Industrie	170	185	8,8	1 985	938	-52,7
Autres[1]	810	771	-4,8	9 927	9 019	-9,1
Total	2 551	2 380	-6,7	28 468	28 079	-1,4
Autres charges de programmes directes						
Sociétés d'État	810	823	1,6	6 923	7 836	13,2
Défense nationale	1 752	1 949	11,2	18 378	20 660	12,4
Tous les autres ministères et organismes	3 585	3 853	7,5	39 874	41 681	4,5
Total des autres charges de programmes directes	6 147	6 625	7,8	65 175	70 177	7,7
Total des charges de programmes directes	8 698	9 005	3,5	93 643	98 256	4,9
Total des charges de programmes	20 213	21 764	7,7	219 272	234 529	7,0
Frais de la dette publique	1 801	1 679	-6,8	24 715	23 484	-5,0
Total des charges	22 014	23 443	6,5	243 987	258 013	5,7

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle des états financiers consolidés du gouvernement du Canada de 2014-2015.

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers
M$

	Février		Avril à février	
	2015	2016	2014-2015	2015-2016
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	4 627	3 205	5 936	7 473
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-637	-419	-3 551	-3 979
Autres activités d'investissement	-66	-172	2 408	-6 111
Régimes de retraite et autres passifs	357	397	2 103	4 439
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	-3 286	-3 596	-6 222	-8 424
Opérations de change	936	3 416	-7 884	-11 356
Amortissement des immobilisations corporelles	344	291	3 412	3 809
Total des autres activités	-2 006	111	-10 694	-15 971
Total des opérations non budgétaires	-2 352	-83	-9 734	-21 622
Ressources ou besoins financiers	2 275	3 122	-3 798	-14 149

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement
M$

	Février		Avril à février	
	2015	2016	2014-2015	2015-2016
Ressources ou besoins financiers	2 275	3 122	-3 798	-14 149
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-5 903	-1 723	10 098	15 477
Bons du Trésor	-3 500	-5 600	-7 800	6 500
Titres au détail	-32	-27	-662	-589
Total	-9 435	-7 350	1 636	21 388
Emprunts en devises	-483	-387	-317	3 447
Total	-9 918	-7 737	1 319	24 835
Réévaluation de swaps de devises	-1 131	-2 657	4 218	3 718
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	409	-20	943	702
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-12	-19	-364	-222
Variation nette dans les activités de financement	-10 652	-10 433	6 116	29 033
Variation dans l'encaisse	-8 377	-7 311	2 318	14 884

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif
M$

	31 mars 2015	29 février 2016	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	123 631	124 984	1 353
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	487 881	503 358	15 477
Bons du Trésor	135 692	142 192	6 500
Titres au détail	5 660	5 071	-589
Total partiel	629 233	650 621	21 388
Payable en devises	20 267	23 714	3 447
Compte de réévaluation de swaps de devises	6 669	10 387	3 718
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	4 296	4 998	702
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	4 715	4 493	-222
Total de la dette non échue	665 180	694 213	29 033
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	152 664	152 068	-596
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	76 140	81 343	5 203

Autres passifs	6 002	5 834	-168
Total des régimes de retraite et autres passifs	234 806	239 245	4 439
Total de la dette portant intérêt	899 986	933 458	33 472
Total des passifs	1 023 617	1 058 442	34 825
Actifs financiers			
Trésorerie et créances	136 696	161 357	24 661
Comptes d'opérations de change	85 018	96 374	11 356
Prêts, placements et avances (nets des provisions)[1]	113 681	118 325	4 644
Actif des régimes de retraite du secteur public	1 263	1 263	0
Total des actifs financiers	336 658	377 319	40 661
Dette nette	686 959	681 123	-5 836
Actifs non financiers	74 629	74 799	170
Dette fédérale (déficit accumulé)	612 330	606 324	-6 006

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Le montant du 29 février 2016 inclut des pertes de 1,5 milliard de dollars au titre des autres éléments du résultat global enregistrées par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État pour la période d'avril 2015 à février 2016.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Glenn Purves au 613-369-5655.

Avril 2016

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2016)

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document doit être adressée au ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN : 1487-0134